

Jura



Les structures mobiles contiennent chacune une cellule et un espace d'interrogatoire. Elles sont équipées de WC, d'alarmes incendie, de moyens de télécommunications, de climatisation et de caméras de surveillance. DR

La garde à vue se fera dans des conteneurs

Confronté à un manque de places pour les détentions de courte durée, le Jura innove avec deux structures mobiles

Patrick Monay

Des conteneurs mobiles pour pallier le manque de places de détention? Il fallait y penser, le Jura l'a fait. Deux structures spécialement équipées ont été mises en service hier à Delémont, à proximité du bâtiment de la police cantonale. Elles sont destinées aux gardes à vue limitées à vingt-quatre heures. C'est-à-dire la période au-delà de laquelle la personne est soit relaxée, soit placée en détention

provisoire. Jusqu'ici, la police jurassienne ne disposait que de deux locaux à cet effet. «Dès que cinq ou six personnes étaient mises en garde à vue en même temps, nous avions un problème de places, explique le capitaine Hubert Thalmann, chef de la gendarmerie territoriale. Il fallait souvent ajouter des matelas par terre et renforcer la surveillance. On cherchait donc à résoudre ce problème sans pour autant casser la tirelire.»

Ces conteneurs ont coûté 60 000 francs l'unité au Canton. Dont un tiers pour faire installer les dispositifs nécessaires à leur utilisation: alarme incendie, interphone, caméra de surveillance, toilettes, ainsi qu'un système de chauffage et de ventilation. Chaque structure mobile comprend une cellule - pouvant accueillir deux personnes - et un petit local d'audition.

Le capitaine Thalmann souligne l'usage mixte de ces acquisitions: «Nous pourrions facilement déplacer ces conteneurs en les mettant sur le pont d'un camion.» En cas de besoin, ils serviront ainsi de postes de police avancés durant d'importantes manifestations organisées dans le Jura.

Cette solution novatrice pourrait-elle inspirer d'autres cantons? A Genève, le Département de la sécurité indique ne pas être confronté à un manque de places destinées aux gardes à vue. «C'est au niveau de l'exécution des peines que se situent les difficultés», souligne sa secrétaire générale adjointe, Caroline Widmer. Même réponse à Lausanne: «Nous avons une zone carcérale prévue à cet effet. La mise en place de conteneurs mobiles n'est pas envisagée», déclare Philippe Jatton, porte-parole de la police vaudoise.

Dans le Jura, la surpopulation carcérale est aussi une réalité. La seule prison du canton, à Porrentruy, n'abrite que seize places. Vétuste, elle sera prochainement rénovée et réaménagée. Dans cette perspective, le Conseil d'Etat souhaite rouvrir le pénitencier de Delémont, fermé depuis 2002. Il a demandé récemment un crédit de 2 millions de francs au Grand Conseil, avec l'objectif de réaliser les travaux nécessaires dès la fin de cette année.

Au final, le Jura disposera d'une trentaine de places de détention en milieu fermé. Mais cela ne sera qu'une solution transitoire: à plus long terme, le gouvernement entend construire un nouvel établissement pénitentiaire afin de faire face à ses obligations. L'envoi de détenus dans d'autres cantons lui coûte quelque 600 000 francs par an.

Simonetta Sommaruga va discuter avec Zagreb

La ministre va aborder mardi en Croatie les conséquences de la votation du 9 février sur la libre circulation

La conseillère fédérale rencontrera mardi à Zagreb «des interlocuteurs croates», que son département ne nomme pas pour l'heure. Ces derniers jours, la Suisse s'était dite prête à trouver une solution «à court terme» avec la Croatie. Selon une source non confirmée par Berne, le Conseil fédéral proposerait un compromis pour tenter de débloquer la situation avec Zagreb, préalable à une déclassification des relations avec l'Union européenne. On évoquait cette semaine une ordonnance prévoyant des quotas progressifs d'immigration en Suisse, avec une déclaration de non-discrimination pour les citoyens croates (*lire notre édition de mercredi*). La semaine suivante le vote du 9 février, le Conseil fédéral avait suspendu le processus d'extension de la libre circulation des personnes à la Croatie. L'Union européenne (UE) avait alors gelé les négociations sur la participation suisse aux programmes «Horizon 2020», «Erasmus +» et MEDIA.

Simonetta Sommaruga doit aussi participer à Opatija à la Conférence ministérielle sur la coopération policière dans le sud-est de l'Europe, organisée par la Suisse et la Croatie, précise le Département fédéral de justice et police (DFJP). Cette conférence est organisée dans le cadre du Programme régional de la Suisse en faveur de la coopération policière dans les Balkans de l'Ouest. Outre la Suisse et la Croatie, la conférence réunira des représentants d'une douzaine de pays de la région et de plusieurs organisations gouvernementales et non gouvernementales. Des ministres



Simonetta Sommaruga, conseillère fédérale en charge de Justice et police. KEYSTONE

et hauts représentants des pays de la région discuteront notamment, ainsi que des différents moyens de lutter contre le crime transnational organisé.

Avant cela, la ministre se rend dès aujourd'hui au Kosovo et en Bosnie-Herzégovine. Dans le premier, elle compte s'informer aujourd'hui et demain sur les développements intervenus dans le cadre du partenariat migratoire, conclu en 2010. Elle s'y entretiendra également de la mise en œuvre d'un accord de coopération policière, signé en novembre, et visitera un centre consacré à la réintégration des personnes rapatriées au Kosovo depuis la Suisse.

Simonetta Sommaruga sera présente dimanche et lundi en Bosnie-Herzégovine, où elle visitera des projets menés dans le cadre du partenariat migratoire en vigueur depuis 2010 et de l'accord de coopération policière conclu avec ce pays. Ces projets concernent notamment le logement de réfugiés et de personnes déplacées ou encore le contrôle des frontières. **P.C. avec ATS**

Des Fribourgeois veulent réinventer les magazines

Lancé par l'homme d'affaires Damien Piller, le site d'information Sept se donne cinq ans pour devenir rentable

Tenter d'inventer le magazine de demain. Voilà le défi que se lance Sept, le nouveau média fribourgeois qui veut faire rimer site Internet payant et hebdomadaire papier depuis aujourd'hui.

Pas question pour son directeur des publications, le journaliste Patrick Vallélian, de venir concurrencer le quotidien fribourgeois *La Liberté*. «Nous sommes fiers d'être basés à Fribourg, mais nous voulons proposer des articles romands, suisses et internationaux. Notre idée n'est pas de courir après l'information, mais de faire du journalisme lent en revenant, par exemple, sur des sujets que les autres n'ont pas eu le temps d'approfondir.» Une des sources d'inspirations est le site Internet français Mediapart.

Le petit nouveau est fort d'une équipe rédactionnelle d'une dizaine de personnes. Elle publiera ses enquêtes, reportages et photos à un rythme irrégulier sur son site Internet, accessible uniquement sur abonnement. «Nous pourrions en publier trois certains jours, d'autres aucun, estime Patrick Vallélian. Nous n'interdisons rien. Sept est un laboratoire.»

Ce concept a plu au célèbre photographe bernois Michael von



Patrick Vallélian, rédacteur en chef de Sept, et le photographe bernois Michael von Graffenried. JEAN-PAUL GUINNARD

Graffenried. Pour la première fois, l'artiste a accepté de prendre un emploi fixe en devenant directeur artistique de Sept. «L'avantage d'un site Internet, par rapport à un magazine sur papier, c'est que l'on peut en permanence l'améliorer.»

Investisseur de Sept et président de son conseil d'administration, Damien Piller veut lui laisser beaucoup de temps pour trouver

son public. «Je suis d'accord de prendre en charge le déficit d'exploitation pendant cinq ans. Je ne lance pas dans une telle aventure pour l'argent. Mon ambition est de faire avancer la place de Fribourg sur la scène des médias.» Une vieille passion pour cet avocat et promoteur immobilier.

L'ancien député au Grand Conseil fribourgeois a fait partie des débuts de l'aventure Radio

Fribourg. Il en est président aujourd'hui et possède un tiers de son capital. Plus récemment, il a investi dans La Télé, chaîne locale valdo-fribourgeoise, à hauteur de 22% de ses actions. L'homme d'affaires a cependant ses détracteurs dans le canton de Fribourg, qui rappellent volontiers ses démêlés, sans condamnation, avec la justice française.

Damien Piller affirme n'avoir aucun objectif caché dans son dernier investissement. «J'ai abandonné la politique et je n'ai pas l'intention de me mêler d'opérationnel et de rédactionnel. Mon but est de mettre sur pied un laboratoire fribourgeois pour inventer les médias de demain.»

Les fondations de Sept reposent cependant sur un vieux magazine cantonal: *L'Objectif*. Pendant vingt et un ans, ce bimensuel a été un véritable omni dans le paysage médiatique romand. «Avec ses 10 000 abonnés et son volume de publicités, *L'Objectif* permet d'avoir déjà une base solide, explique Damien Piller. La question s'était posée de ne plus avoir une publication papier, mais c'est certainement trop tôt.»

Le premier numéro de la version papier de Sept sort aujourd'hui. Il contiendra chaque semaine les meilleurs articles publiés sur le site Internet dans un étonnant petit format et distribué à tous les abonnés. Dès la semaine prochaine, il sera également vendu 4 francs dans les kiosques. **Mehdi-Stéphane Prin**

Wagons Eurocity

232

C'est le nombre de wagons de la flotte Eurocity (EC) des CFF qui ont été remis à neuf et circulent désormais sur le réseau ferroviaire. Sièges, fenêtres, parois et plafonds de chaque voiture ont été remplacés, indiquent les CFF. Coût de l'opération: 160 millions de francs en cinq ans de travaux. Chaque place assise dispose de l'avenir d'une prise électrique. La réception pour les smartphones a en outre été améliorée. Les travaux ont été réalisés aux ateliers d'Oltten (SO). **ATS**

Routes

Le peuple votera sur l'initiative «vache à lait»

Le sort de l'initiative dite «vache à lait» passera vraisemblablement par les urnes. Le texte de la droite et du lobby routier a formellement abouti. Des 114 254 signatures déposées, 113 306 sont valables, selon la Chancellerie fédérale. L'initiative, appelée «Pour un financement équitable des transports», veut affecter l'entier du produit de l'impôt sur l'essence (3 milliards de francs) aux routes. Les initiateurs veulent éviter que 50% des revenus de cet impôt passent dans la caisse générale de la Confédération. **ATS**

Gripen

Saab a soutenu le Musée de l'aviation

L'avionneur suédois Saab, constructeur du Gripen, a versé 100 000 francs au Musée de l'aviation militaire de Payerne (VD). Celui-ci précise, suite à une information du *Blick*, que cet argent a été versé avant que la votation sur le financement de 22 avions de combat (18 mai) ne soit prévue. «C'est Saab qui nous a proposé ce soutien et qui a demandé que la somme soit utilisée pour l'agrandissement du musée, qui est évalué à 2,5 millions de francs» précise le directeur du musée, Jürg Studer. **ATS**

Gare aux vipères



Le beau temps fait sortir les serpents venimeux de leurs cachettes. Le Centre suisse d'information toxicologique (Tox) a déjà recensé trois cas de morsure la semaine dernière. Des événements «inhabituels» à cette saison. Selon le Tox, l'apparition précoce de ce type de cas est due au beau temps. La première période de chaud de l'année correspond à la saison des amours des vipères. **ATS**